



LES CANDIDATS A LA PRESIDENTIELLE FRANÇAISE, LA REPENTANCE, L'IMMIGRATION...

L'enjeu algérien

Dossier préparé
par Khadidja
Baba-Ahmed de notre
bureau de Paris

Qui gouvernera la France pour les cinq années à venir ? La bataille, à six semaines du premier tour, est devenue tellement rude que malin est celui qui peut aujourd'hui donner un pronostic correctement argumenté. Alors que l'affrontement était entre deux candidats et on ne donnait à voir à l'opinion que Sarkozy et Ségolène, les médias ayant superbement ignoré longtemps les nombreux autres dits «petits candidats» le jeu s'est compliqué avec l'arrivée de François Bayrou, le troisième homme, venu troubler la scène. Plus encore que troubler la scène, Bayrou, homme de droite, veut effacer cette étiquette et se présenter en habit du ni à droite, ni à gauche, comme si cela pouvait exister. Il faut, dit-il, «remettre l'homme au centre des débats et remettre le social dans l'économique». Plus jésuite et plus langue de bois, ça n'existe pas et en dehors de sa proposition de faire recruter

par chaque entreprise deux personnes, sans charges sociales pour enrayer le chômage, rien d'autre ne vient rappeler ce que concrètement signifie cette troisième voie. En tout cas, si au regard de la montée des sondages en sa faveur (il frôle les 24%, aujourd'hui et talonne les deux autres) on peut penser qu'il séduit de plus en plus de Français, ces derniers, et ils l'ont démontré en 2002, réservent leur choix final aux urnes. Bayrou aura réussi tout de même à bousculer tous les calculs et s'il arrive à maintenir sa position de troisième homme dans la course pour le deuxième tour, chacun des deux autres et notamment le candidat de son camp (Nicolas Sarkozy) aura à composer avec ce trouble-fête. En attendant, Sarkozy espère creuser l'écart avec la caution et le soutien qu'exprimera sûrement aujourd'hui en sa faveur Chirac, ce qui fera tache, espère-t-il, auprès

des dévotionnaires de son parti qui attendaient la position du chef, et Ségolène Royal, toujours dans ce souci de creusement d'écart avec les deux autres hommes, fait appel «aux éléments du PS» qui ont rejointe mais qui ne se font pas beaucoup entendre pour signifier qu'ils ne répondront jamais aux sirènes de Bayrou. Même si tous les états-major speedent actuellement, les jeux ne sont pas encore faits et tout peut changer dans les jours qui viennent.

Quel que soit le résultat de cette consultation, le gouvernement algérien observe, sans aucun doute, avec le plus grand intérêt la pré-campagne et les déclarations des uns et des autres. Mais l'Algérie justement n'est pas au centre des préoccupations internationales des candidats, en dehors de Villiers et le Pen qui s'apprêteraient, s'ils arrivaient au pouvoir, à renvoyer tous les Algériens chez eux et de

Sarkozy qui a proposé le troc que l'on sait, à savoir le nucléaire civil contre l'exploitation du gaz.

Cette proposition l'Algérie l'a indirectement déclinée, lors d'un point de presse à Alger, par la voie de son ministre de l'Energie. Ce refus poli suffira-t-il à faire que, pour une fois, l'Algérie va préférer la candidate de gauche ? Rien n'est moins sûr, même si, sur la reconnaissance par la France des horreurs commises en Algérie demandée par l'Algérie d'une façon récurrente, la gauche a clairement signifié qu'elle était pour, alors que Sarkozy, Bayrou et tous les autres de droite se disent choqués d'une telle demande et même si sur le traitement de l'immigration (dont un million d'Algériens), la politique de Sarkozy est de ne prendre que l'élite et de faire en sorte que les autres soient poussés à retourner.

IMMIGRATION, DISCRIMINATIONS, DROIT DE VOTE AUX ETRANGERS...

Les programmes des candidats

L'immigration associée sciemment — et lorsque c'est inconscient, c'est plus grave encore — à la sécurité, aux émeutes, aux moutons égarés dans les balcons, aux dangers qu'elle fait peser sur l'identité française (dernière trouvaille de Sarkozy avec le futur «ministère de l'immigration et de l'identité nationale» et autres gentilles du même tonneau, n'a pas eu la vedette dans la pré-campagne des présidentielles. Les problèmes sociaux des Français

et notamment le chômage, le travail précaire, la sécurité sociale sont tels qu'ils occupent très largement le devant de la scène.

Le choix des électeurs français ne se fera ni sur l'immigration, ni sur les relations internationales de la France, même si les discours de l'extrême droite et de Sarkozy les y convie. Les associations de lutte contre les discriminations tentent malgré tout de faire s'exprimer ceux qui briguent la magistrature suprême, sur ce qu'ils

feraient vis-à-vis des populations discriminées, et plus globalement, leur politique de l'immigration et celle des relations internationales.

Ces thèmes s'ils ne sont pas décisifs dans le choix du président pour la population française prise dans sa globalité, ils constituent sûrement un élément de choix non négligeable pour les Français d'origine étrangère.

Cinq candidats, sur l'ensemble des postulants interpellés par le Conseil représentatif des associa-

tions noires de France (CRAN) sur ce qu'ils feraient en faveur de l'immigration et de la lutte contre les discriminations s'ils arrivaient aux affaires, ont répondu au questionnaire : Dominique Voynet, Marie Georges Buffet, Ségolène Royal, François Bayrou ont répondu aux 15 questions posées par le CRAN, dont certaines ont pour préoccupation le traitement de la population noire en France. Nous ne retiendrons des réponses que celles qui évoquent les discrimi-

nations, leur politique de l'immigration quelle que soit l'origine des immigrés ou leur couleur, leur vision du passé colonial de la France et les relations que ces futurs candidats comptent entretenir avec notre continent et plus particulièrement avec notre pays. Pour le candidat de l'extrême droite qui n'a pas répondu au questionnaire, nous avons été à la source, son programme officiel, voir le sort qu'il réserverait à ces questions.

SEGOLENE ROYAL, CANDIDATE DU PS

Pour la première fois candidate socialiste aux présidentielles

TOUTES LES DISCRIMINATIONS SERONT COMBATTUES ET SANCTIONNÉES PAR LA LOI : c'est l'engagement de la candidate socialiste qui ajoute que cette lutte doit être menée sur tous les plans et notamment sur celui de l'emploi et du logement. Des mesures concrètes sont envisagées : d'abord un bilan de l'égalité qui, à l'instar du bilan social, obligera chaque entreprise publique et privée à évaluer annuellement sa politique de recrutement. Au-delà, un plan pour l'égalité et la promotion sociale devra permettre à 5% des jeunes issus de tous les lycées d'accéder aux classes préparatoires des grandes écoles et aux formations sélectives.

LOGEMENT SOCIAL ET MIEUX VIVRE DANS LES BANLIEUES : Dans son programme, un grand volet est consacré à la rénovation de la ville qui englobe notamment la construction, y compris par l'Etat, de 12 000 logements sociaux. La création d'un service public de la caution permettra d'assurer les impayés de loyers et d'éviter les expulsions. La candidate a prévu une présence renforcée de tous les services publics ; une politique de mixité sociale réelle pour casser la logique des ghettos et de la relégation sociale, une aide accrue de l'Etat et des régions, en direction des quartiers et des villes en difficulté, un soutien accru aux acteurs sociaux des banlieues et en faveur des familles et des mères pour leur permettre d'assurer l'éducation des enfants et enfin la création d'emplois et la formation professionnelle, seule solution durable au chômage massif que connaissent ces banlieues.

RENOVER PROFONDEMENT LES RELATIONS FRANCO-AFRICAINES : Royal promet de rénover profondément la politique africaine de la France, qui ne doit plus relever d'un domaine réservé mais soumise au contrôle du Parlement et être totalement transparente. La priorité dans ces relations sera accordée au développement durable, par un soutien aux sociétés civiles africaines et à la démocratisation.

RETOUR A LA REGULARISATION DES SANS PAPIERS :

Ségolène Royal envisage de rétablir la règle des dix ans de présence en France pour la régularisation des sans-papiers et permettre cette régularisation aux personnes dont les enfants sont scolarisés en France et à ceux qui sont en possession d'une promesse de contrat de travail.

DROIT DE VOTE DES ETRANGERS POUR LES ELECTIONS LOCALES : La candidate, qui n'envisage de droit de vote que pour les élections locales, précise que cette éventualité sera soumise à un référendum fin 2008 sur les réformes des institutions, qui inscrira cette possibilité de vote local pour les résidents étrangers séjournant régulièrement en France.

RELATIONS AVEC L'ALGERIE : EN FAIRE UNE REFERENCE NORD-SUD : Si l'Algérie ne figure pas dans son programme de relations internationales, qui du reste s'attarde essentiellement sur ses projets pour l'Europe d'une part et sur la reconfiguration des relations Nord Sud, à travers l'Europe, Ségolène Royal s'est néanmoins exprimée à de nombreuses occasions sur la politique de mémoire qu'elle compte mettre en place et sur la qualité des relations bilatérales avec notre pays qu'elle compte déployer.

LA FRANCE DOIT DEMANDER PARDON A L'ALGERIE : La colonisation a été un «système de domination, de spoliation et d'humiliation». Ce sont les termes qu'elle employa dans le message qu'elle a adressé au président algérien et remis par Jack Lang à Alger, le mois dernier. Elle y estime «fondamental» que Paris et Alger «puissent élaborer ensemble une restitution de l'histoire qui tienne compte de notre histoire partagée».

Ses déclarations sur le passé colonial ont eu la même teneur à d'autres occasions. Sa réponse à un internaute qui lui demandait : «Pensez-vous que la France doit demander pardon aux Algériens pour son passé colonial dans ce pays ?» a été : «Le colonialisme est une relation d'humiliation entre un pays dominant et un pays humilié. Contrairement à ce qu'a voulu faire la droite, il n'y a aucun élément positif dans cette relation. Relisons le texte

magnifique d'Aimé Césaire sur le colonialisme. Tout est dit. Demander pardon, bien sûr.

Ce qui compte, c'est que la France soit au clair avec son histoire et toutes celles et ceux qui la composent et qui ont souffert... parce qu'ils étaient engagés avec leurs convictions. Je pense aux Algériens qui ont vécu la répression, mais je pense aussi à la souffrance des harkis et à la douleur des rapatriés qui ont dû tout quitter.

Etant fille d'un officier qui a été engagé dans la guerre d'Algérie, avec les ordres qu'il avait reçus et ses convictions, je mesure l'importance de la prise de parole récente sur cette période de l'histoire qui a permis bien des résiliences. Je pense à ces soldats mêlés à des actes de torture et qui en ont seulement parlé il y a très peu de temps. Toutes ces déclarations ont soulevé un tollé des responsables de la droite et particulièrement des deux autres candidats, Sarkozy et Bayrou. «J'aspire, à encore dit la candidate à propos des relations avec notre pays, à ce que notre partenariat soit considéré comme une référence dans les relations entre le Nord et le Sud».



NICOLAS SARKOZY, CANDIDAT DE L'UMP

Se présente pour la première fois à la présidentielle

UNE DISCRIMINATION POSITIVE À LA FRANÇAISE, DES QUOTAS AU BESOIN, TEMPORAIREMENT : Cette précision «à la française» est venue répondre à ceux qui lui reprochent de copier le modèle américain. La différence n'est pas un risque mais, au contraire, une chance, dit-il. Concrètement, la discrimination positive consiste, pour Sarkozy, de faire plus pour ceux qui ont beaucoup moins. La promotion de la diversité dans l'emploi passe par la généralisation des CV anonymes : une priorité pour l'octroi des marchés publics aux entreprises dotées de label «diversité», celles qui reflètent le caractère multiple de la société française. La discrimination positive s'exercera aussi dans les institutions de l'Etat par la création d'un centre de préparation des concours d'entrée à la Fonction publique ouverts aux jeunes des quartiers ou à des jeunes bénéficiaires de bourses attribuées en fonction de critères sociaux. Il est, précise le candidat de l'UMP, hors de question d'exonérer ces bénéficiaires de toute exigence d'efforts. Il n'y aura pas de politique de quotas, à moins qu'ils ne servent temporairement à corriger une situation.

BANLIEUES : PAS D'EXCUSES POUR LES DELINQUANTS : Il ne faut plus trouver systématiquement des excuses à la délinquance dans les banlieues. A côté des peines planchers pour les récidivistes, Sarkozy envisage de réformer l'ordonnance de 1945 relative au droit pénal des mineurs. En même temps, Sarkozy programme de sortir les quartiers en crise de l'engrenage de la marginalisation en favorisant le retour des commerces, des services publics, notamment du transport ; promouvoir l'égalité des chances par l'éducation par la mise en œuvre d'un plan d'urgence en direction des établissements en difficulté et en favorisant l'égalité des ambitions. Permettre que les meilleurs élèves, dans chaque établissement, dans la limite de 5%, aient droit de rejoindre une classe préparatoire aux grandes écoles.

UNE IMMIGRATION CHOISIE ET PLAFONNÉE ANNUELLEMENT : Il est urgent, dit le candidat, de porter la question de l'immigration au niveau international et notamment européen. A ces instances, il propose un traité multilatéral contraignant qui doit fixer les droits et les devoirs pour les pays d'origine : droit de circulation de ses ressortissants ; droit d'être aidé en cas d'afflux de réfugiés et devoir de reprendre ses clandestins. Pour les pays d'accueil, Sarkozy propose que ce traité fixe des plafonds d'immigration. La coopération policière internationale doit avoir pour priorité la lutte contre les filières clandestines, les passeurs et les esclavagistes. Une agence mondiale de l'immigration devra être chargée de faire respecter les termes de ce traité. Au plan

franco-français, Sarkozy renforcera la politique d'immigration choisie, qu'il a fait récemment adopter en tant que ministre de l'Intérieur : un plafond annuel d'immigration, basé sur un rééquilibrage des flux migratoires économiques par rapport à l'immigration familiale. Ainsi, son projet favorisera la venue des meilleurs étudiants chercheurs, ingénieurs, travailleurs qualifiés (autrement dit, l'élite) ainsi que ceux dont l'économie française a besoin. Dans des accords bilatéraux avec les pays du Sud, seuls les étudiants et jeunes professionnels qui s'engagent à revenir dans leur pays d'origine pourront venir se former en France.

Regroupement familial très limité : Des conditions (revenus, logement, connaissance du français) plus rigoureuses seront exigées pour le regroupement familial afin dit-il "que vivre en France soit un projet fondé sur le travail, pas sur le bénéfice de prestations sociales".

LA REPENTANCE : POURQUOI ET DE QUEL DROIT ? Sarkozy n'a jamais caché son refus de tout pardon ou toute repentance, demandée par l'Algérie. C'est le 7 février dernier à Toulon, fief des anciens d'Algérie, pieds-noirs et harkis, qu'il a réitéré avec force ses convictions sur ce sujet. Faisant un retour sur l'histoire, il explique : "La plupart de ceux qui partirent vers le Sud (entendez les colonies) n'étaient ni des monstres ni des exploités. Beaucoup mirent leur énergie à construire des routes, des ponts, des écoles, des hôpitaux. Beaucoup s'épuisèrent à cultiver un bout de terre que nul avant eux n'avaient cultivé... Je veux dire à tous les adeptes de la repentance qui refont l'histoire et qui jugent les hommes d'hier sans se soucier des conditions dans lesquelles ils vivaient ni de ce qu'ils éprouvaient, je veux leur dire : de quel droit les jugez-vous ? A tous ceux d'entre vous qui sont revenus des colonies en ayant tout abandonné, n'emportant avec eux que leur souvenir de jeunesse et cette nostalgie qui ne les quittera plus jamais, je veux dire que si la France a une dette morale, c'est d'abord envers eux. Aux enfants de harkis qui ont servi la France, qui ont dû fuir leur pays et que la France a si mal accueillis, je veux dire que si la France doit des excuses et des réparations, c'est à eux qu'elle les doit..."

RENDRE LES RELATIONS AVEC LES ETATS PLUS TRANSPARENTES : Les relations entre les Etats modernes ne doivent pas seulement dépendre de la qualité des relations personnelles entre les chefs d'Etat. Globalement, Sarkozy souhaite des relations avec les

Etats africains et arabes plus transparentes et décidé à "se débarrasser des réseaux d'un autre temps et des émissaires officieux" et tourner la page des "complaisances, des secrets et des ambiguïtés".

LE TROC PROPOSE A L'ALGERIE :

Nucléaire civil contre partenariat pour l'exploitation du gaz : c'est le troc proposé par le candidat à ce "grand pays d'Afrique" qu'est l'Algérie, dit-il. Sarkozy a l'art des emballages pour des cadeaux qui n'en sont pas.

A Alger, lors de sa visite du mois de novembre dernier, il présentait la réduction du délai de traitement des demandes de visas algériens comme un cadeau, alors que ce n'était qu'un juste retour sur un traitement singulier des visas pour les Algériens.



FRANCOIS BAYROU, CANDIDAT DE L'UDF

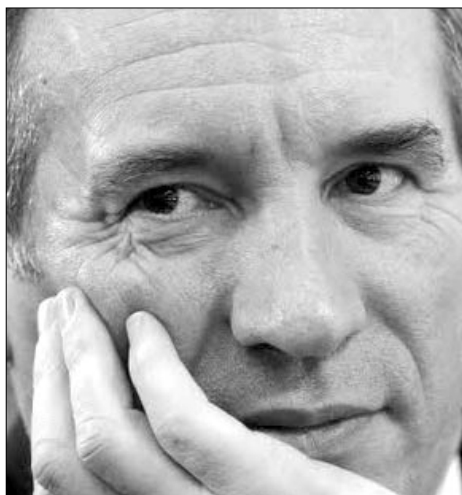
S'est déjà présenté à la présidentielle 2002 : 6,84% des voix

LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS : APPRENTISSAGE DES L'ECOLE

Le candidat de l'Union pour la démocratie française (UDF) considère que c'est tous les jours sur le terrain qu'il faut combattre les discriminations. S'il parvenait au pouvoir, il mettrait en place un plan de lutte contre les discriminations qui s'appuiera sur des pratiques contrôlables, des textes vérifiables... et que l'on en mesure les résultats avec le concours des associations concernées. "La première lutte contre les discriminations commence d'abord à l'école, où l'on devra apprendre l'écoute, le respect, l'apprentissage des différences.

Je ne crois pas à la discrimination positive, j'ai au cœur un modèle différent : celui de l'égalité réelle. Pour ce faire, l'expérience des CV anonymes dans les entreprises de plus de 50 salariés doit se poursuivre et se généraliser. Mon projet est un projet d'égalité des chances dans l'emploi, le logement et l'enseignement".

SUR LA MEMOIRE : NE RAVIVONS PAS LES BLESSURES DU PAYS : Bayrou s'est montré choqué par les déclarations de Jack Lang en faveur d'une reconnaissance par la France des crimes commis par la colonisation en Algérie. Il a estimé que ces déclarations constituent «une grave imprudence». Et plus précis encore, il rajoute : "Chaque fois que l'on essaie d'instruire le procès, en injuriant ou en insultant ceux qui ont donné leur vie, qui ont participé à un effort, dont je rappellerai



le qu'il était l'effort de la République et spécialement de la gauche, on creuse à nouveau les blessures du pays."

IMMIGRATION : POUR UNE POLITIQUE EUROPEENNE A DEUX VOLETS : Maîtrise de l'immigration clandestine et main tendue à ceux qui peuvent et veulent s'intégrer. Lutter contre les filières clandestines et réprimer durement le travail clandestin car, dit Bayrou, "les immigrés clandestins ne restent que s'ils peuvent travailler. Quant aux

sans-papiers, ils ne pourraient être régularisés que sur des critères clairement définis : contrat de travail, maîtrise de notre langue et de nos valeurs, connaissance de notre mode de vie".

DROIT DE VOTE AUX ETRANGERS. OUI, MAIS... Le droit de vote aux étrangers non communautaires sera accordé pour les seules élections locales, après dix ans de présence en France, qui payent leurs impôts et qui participent à la vie locale.

MARIE-GEORGE BUFFET

Candidate du PCF

LES POLITIQUES LIBERALES, CAUSE DES DISCRIMINATIONS : D'évidence, dit la candidate communiste, les discriminations sont largement aggravées par les politiques libérales, des politiques discriminatoires de fait, qui mettent en cause les droits sociaux, les services publics, développent l'insécurité sociale, celle de l'emploi, des politiques sécuritaires qui stigmatisent les migrants, qui mettent à mal la solidarité et contredisent la nécessaire égalité des droits".

Corps d'inspecteurs contre les discriminations. Pour la candidate, la lutte contre les discriminations doit être déclarée grande cause nationale. En terme de mesures, il est envisagé un bilan annuel à présenter au Parlement accompagné de décisions pour mieux faire appliquer les lois. Un corps d'inspecteurs sera par ailleurs créé pour lutter contre les discriminations. Dans les entreprises, le respect de l'égalité pour l'embauche, les salaires et la promotion sera garanti.

La Haute Autorité de lutte contre les discriminations doit être démocratisée, décentralisée, dotée de moyens nécessaires et son rôle, renforcé le mot "race", dit encore Buffet, doit disparaître des textes institutionnels.

ABROGATION DE LA LOI SUR L'IMMIGRATION CHOISIE : La loi du 24 juillet 2006 qui institue l'immigration choisie et toutes les lois régressives sont des lois dangereuses que le PC compte faire abroger, parce qu'elles stigmatisent les migrants et instaurent une politique de type néocolonial. L'immigration "choisie" répond aux seuls besoins du marché en France. C'est une approche économique, utilitariste et opportuniste des étrangers, qui ne peut conduire qu'à l'échec. Buffet explique que les migrations de populations ont pris une dimension internationale nouvelle et durable, conséquente pour une large part des politiques colonialistes d'hier et d'un ordre mondial injuste.

Régularisation de tous les sans-papiers avec un titre de séjour de 10 ans pour faire revenir les situations de clandestinité.

Suppression des visas de court séjour et des zones d'attente et de rétention et respect



du droit d'asile.

Droit de vote aux étrangers. Dans son programme, Buffet préconise comme première mesure le droit de vote et d'éligibilité à tous les résidents étrangers et à toutes les élections après trois ans de résidence pour les élections locales et après dix ans pour les élections nationales. Une simple mesure de justice vis-à-vis de tous ceux qui contribuent à la culture et à l'Histoire des pays concernés. C'est aussi important pour les personnes originaires de ces pays.

DEVOIR DE RECONNAISSANCE DES CRIMES DU COLONIALISME : L'Histoire de la colonisation doit être écrite et enseignée. Bien entendu, c'est aux historiens de le faire, de manière pluraliste, afin qu'une large place soit donnée à la culture et à l'Histoire des pays concernés. C'est aussi important pour les personnes originaires de ces pays.

Quant aux pouvoirs publics, ils ont un devoir de mémoire à accomplir, ainsi qu'un devoir de reconnaissance de tous les crimes commis dans le cadre du colonialisme.

